

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Avis de convocation / avis de réunion

COMPAGNIE DE CHEMINS DE FER DÉPARTEMENTAUX

Société Anonyme au Capital de 1 million d'euros

Siège Social : 29 Boulevard de Courcelles 75008 PARIS

RCS PARIS B 542 100 086 - SIRET 542 100 086 00199

AVIS DE REUNION VALANT CONVOCATION

Les actionnaires de la **Compagnie de Chemins de Fer Départementaux** sont informés qu'une **Assemblée Générale Mixte** est convoquée le jeudi **22 mai 2025 à 10h00**, au Siège Social, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour

1. Lecture des Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes sur les opérations de l'exercice 2024, approbation des comptes de l'exercice et quitus aux Administrateurs ;
2. Affectation du résultat ;
3. Rapport Spécial du Commissaire aux Comptes sur les Conventions visées à l'Article L.225-38 du Code de commerce ;
4. Rapport Spécial du Commissaire aux Comptes sur l'autorisation d'attribution d'actions gratuites existantes ou à émettre en application des articles L 225-197-1 et suivants du Code de commerce ;
5. Autorisation de rachat par la Société de ses propres actions ;
6. Délégation de compétence au Conseil d'Administration pour émettre des actions nouvelles ;
7. Autorisation d'attribution gratuites d'actions existantes ou à émettre ;
8. Non renouvellement de mandat du commissaire aux comptes suppléant ;
9. Renouvellement de mandats d'administrateurs.

PROJET DE RÉOLUTIONS

ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DU 22 MAI 2025

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu les Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes, approuve les Comptes et le Bilan de l'exercice 2024 tels qu'ils ont été présentés, ainsi que les opérations de l'Entreprise, telles que ces opérations résultent desdits Comptes et Rapports.

En conséquence, elle donne quitus aux Administrateurs de leur gestion pour l'exercice 2024.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale approuve l'affectation du résultat 2024 proposée par le Conseil d'Administration.

Elle fixe en conséquence le dividende à 35 € par action éligible à l'abattement de 40% sur la totalité du montant distribué soit 962 500 €.

Il est rappelé qu'il a été distribué au cours des trois exercices précédents :

Année	Dividende par action (1)	Distribution globale
2023	30,00	825 000
2022	25,00	687 500
2021	20,00	550 000

(1) éligible à l'abattement de 40% sur la totalité du montant distribué

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale prend acte du Rapport Spécial établi par le Commissaire aux Comptes, conformément aux dispositions de l'article L.225-38 du Code de commerce. Elle approuve ledit rapport, ainsi que les Conventions qui y sont visées.

QUATRIEME RESOLUTION

(Autorisation de rachat par la Société de ses propres actions)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées ordinaires, après lecture du rapport du Conseil d'Administration, autorise le Conseil à procéder, conformément aux articles L.22-10-62 et suivants du Code de commerce, à des rachats d'actions de la Société dans la limite de 10 % du capital social, pour un prix unitaire maximum de 870 euros, et un montant global maximum de 2 392 500 euros.

Les actions pourront être acquises pour tout objectif autorisé par la loi, notamment leur annulation, leur conservation, leur remise dans le cadre d'opérations externes, ou leur attribution dans le cadre de plans d'actions gratuites.

Cette autorisation est consentie pour une durée de 18 mois à compter de la présente assemblée.

CINQUIEME RESOLUTION

(Délégation de compétence pour émettre des actions nouvelles)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées extraordinaires, et conformément aux articles L.225-129-2 et L.225-138 du Code de commerce, délègue au Conseil d'Administration la compétence d'émettre, avec suppression du droit préférentiel de souscription, des actions nouvelles, dans la limite de 5% du capital social.

Cette délégation est valable pour 26 mois à compter de la présente assemblée.

Cette délégation prive d'effet toute délégation antérieure ayant le même objet.

SIXIEME RESOLUTION

(Autorisation d'attribution gratuite d'actions existantes ou à émettre)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées extraordinaires, connaissance prise du rapport du conseil d'administration et du rapport spécial du Commissaire aux Comptes, en application des dispositions des articles L 225-197-1 et suivants du Code de commerce, autorise le Conseil d'administration à procéder à une attribution gratuite d'actions de la société, issues des résolutions 4 et 5, au profit des membres du personnel salarié ou mandataires sociaux de la société, dont il appartiendra au Conseil d'Administration de déterminer l'identité, en fonction des critères et des conditions d'attribution qu'il aura défini.

Par conséquent, l'Assemblée Générale délègue tous pouvoirs au Conseil d'administration à l'effet :

- de fixer les conditions et critères d'attribution des actions gratuites,
- d'en déterminer, selon ces critères, les bénéficiaires,
- d'arrêter en conséquence le nombre d'actions à attribuer aux salariés et/ou dirigeants de la société,
- et de procéder aux formalités consécutives et d'une façon générale, prendre toutes mesures pour la réalisation de cette opération d'attribution gratuite, dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires.

Le nombre total d'actions attribuées ne pourra excéder 5% du capital social.

L'Assemblée Générale, concernant les attributions portant sur des actions à émettre, constate que l'autorisation d'attribuer gratuitement les actions, emporte renonciation automatique des associés à leur droit préférentiel de souscription au profit des bénéficiaires des actions attribuées gratuitement, l'augmentation correspondante étant définitivement réalisée du seul fait de l'attribution définitive des actions à leurs bénéficiaires.

Cette autorisation est valable pour 38 mois à compter de la présente assemblée.

L'attribution gratuite des actions nouvelles à leurs bénéficiaires ne sera définitive qu'au terme d'une période d'acquisition d'un an. Pendant cette période, les bénéficiaires ne seront pas titulaires des actions qui leur auront été attribuées et les droits résultant de cette attribution seront incessibles. A l'expiration de cette période d'un an, les actions nouvelles seront définitivement attribuées à leurs bénéficiaires et soumises aux statuts et pacte d'associés de la société.

Il est prévu une période de conservation d'un an.

L'Assemblée sera informée, dans un rapport spécial établi à cet effet par le Conseil d'Administration des attributions d'actions gratuites effectuées en vertu de l'autorisation consentie sous la précédente résolution.

SEPTIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale constate que le mandat du Commissaire aux Comptes Suppléant de Monsieur Jean Flavigny est expiré, et compte tenu des dispositions légales et conformément aux statuts, décide d'acter de son non-renouvellement.

HUITIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale renouvelle le mandat de Monsieur François de Coincy, pour une durée de six années, qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2030.

NEUVIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale renouvelle le mandat de Monsieur Alexis Roux de Bézieux, pour une durée de six années, qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2030.

Les actionnaires, qui peuvent justifier qu'ils possèdent ou peuvent représenter la fraction du capital requise par l'article 6 II de la Loi n°2005-842 du 26 juillet 2005, peuvent envoyer, par lettre recommandée au siège social de la société dans un délai de 10 jours à compter de la publication du présent avis, une demande d'inscription de projets de résolutions à l'ordre du jour. Cette demande sera accompagnée du texte de projets et éventuellement d'un bref exposé des motifs. La société recommande aux actionnaires de doubler leur courrier d'un courriel à contact@cfid.fr.

Tout actionnaire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, a le droit de participer à cette assemblée, ou de s'y faire représenter par un actionnaire, par son conjoint ou d'y voter par correspondance.

Pour pouvoir participer ou se faire représenter à cette Assemblée, les titulaires d'actions nominatives devront avoir leurs titres inscrits en compte, cinq jours avant la date fixée pour ladite assemblée.

La société tient à la disposition des actionnaires des formules de pouvoir et de vote par correspondance.

Les actionnaires ayant voté par correspondance n'auront plus la possibilité de participer directement à l'Assemblée ou de s'y faire représenter en vertu d'un pouvoir.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION